

Ministre d'Etat et prétendit qu'il était irremplaçable. Welter répondit «que ce serait triste si c'était vrai; Eyschen pouvait mourir et qu'alors nous devrions avouer que nous ne pouvions plus prétendre à l'existence.» Et Welter ajoute dans son carnet: «C'est pourtant ridicule comme on peut être entiché d'un idole. Je dois dire que ces réunions me déçoivent. Je ne voulais pas refuser à cause de Pescatore.»

En relatant l'arrestation de Marcel Noppeney (8.6.1915), Welter se perd en conjectures mais il avoue «que depuis longtemps on s'y attendait . . . Voilà où nous en sommes . . . On se demande que sont encore notre autonomie et notre souveraineté.» Le 11 juin le docteur Welter rencontre Auguste Ulveling, beau-frère de Noppeney, qui lui raconte que lorsqu'il s'était rendu au Gouvernement auprès d'Eyschen, Thorn et Mongenast pour les engager à protester, le Ministre d'Etat lui aurait répondu: «Que voulez-vous que nous fassions; nous ne pouvons rien faire.» Eyschen lui aurait néanmoins promis qu'il ferait tout ce qui était dans son pouvoir pour avoir l'élargissement de Noppeney. De son côté Victor Thorn défendit la thèse qu'il avait développée à plusieurs reprises en présence de Michel Welter: que les Allemands, du fait de l'occupation, avaient certains droits qu'on ne saurait leur refuser: arrestations, perquisitions domiciliaires etc., pour autant que c'était dans l'intérêt des opérations militaires. Et Welter de conclure: «On comprend qu'avec cette théorie, le Ministre de la Justice ne peut pas prendre de mesure tendant à mettre fin à ce régime arbitraire.»

Un article paru dans le numéro du 10 juin de la «Trierische Landeszeitung»*) est à tel point «fielleux et haineux» à l'égard des Luxembourgeois auxquels on reproche leur attitude antigermanique, que Welter se demande «comment tant de fiel peut donc entrer dans l'âme des dévôts. Tous les journaux s'occupent aujourd'hui de cet article et semoncent ouvertement la feuille cléricale. On a le sentiment comme si les choses ne pouvaient plus continuer ainsi. Le Gouvernement luxembourgeois n'a plus de prestige, plus de force morale, plus d'influence auprès des Allemands, plus d'autorité dans le pays.»

Le 18 juin Welter s'étend sur l'arrestation par le Parquet luxembourgeois d'un employé des P.T.T. Il est dans l'erreur en supposant des connivences entre cet employé et Marcel Noppeney qui, d'après ce qu'il nous assure, ne le connaissait ni de nom ni de vue.

Welter parle aussi du voyage à Berlin entrepris par le Directeur général V. Thorn et le procureur général Math. Glaesener. «Il semble hors de doute que la situation intenable à Luxembourg y est pour quelque chose.»

Lors d'un entretien avec Paul Eyschen, le ministre d'Etat fournit à Welter des précisions sur le rôle controversé joué le 2 août 1914 par le major van Dyck, chargé de remettre aux Allemands la protestation du Gouvernement. C'est parce que les 3 premières autos allemandes arrivant par la montée de Clausen avaient rebroussé chemin que van Dyck avait

*) Article rédigé selon les données de Tony Kellen dans la «Strassburger Post».